

HYPERSEXUALISATION

SEXUALISATION

PISTES D'ACTION PROPOSÉES

lors du forum régional des 16 et 17 mai 2007, Rimouski

PRÉCOCE AGRESSIONS SEXUELLES

Organisé par le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Rimouski

Hypersexualisation, sexualisation précoce et agressions sexuelles

Forum régional, 16 et 17 mai 2007, Rimouski

Pistes d'action proposées en plénière, dans les ateliers et par écrit lors du forum

Implication du secteur des médias et des commerces	page 3
Implication du secteur municipal	page 5
Implication du secteur de la santé	page 8
Implication du secteur scolaire	page 11

Compilation effectuée par le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Rimouski avec la collaboration de Louise Forest Septembre 2007

IMPLICATION DU SECTEUR DES MÉDIAS ET DES COMMERCES

1. Piste d'action proposée par le CALACS de Rimouski :

Dans l'objectif de diminuer les références sexuelles inappropriées dans les publicités diffusées dans la région du Bas-Saint-Laurent, il est proposé :

Que les commerces et médias présents dans la région du Bas-Saint-Laurent se dotent de codes d'éthique concernant l'utilisation de la sexualité et du corps des femmes dans leurs publicités.

➤ Consensus général concernant cette proposition. Le contenu d'un tel code et le « comment faire adopter ce code » ont dominé les discussions et les recommandations écrites.

Quel devrait être le contenu d'un tel code?

- ◇ S'inspirer de ce qui se fait déjà ailleurs, avoir un dossier d'argumentation et d'exemples de modèles différents.
 - Le code d'éthique de l'Industrie québécoise des boissons alcoolisées, Educ'alcool : « La communication et l'emballage ne doivent en aucune manière être sexistes, associer le produit à une performance sexuelle, ni laisser entendre qu'il améliore les prouesses ou l'attraction sexuelle ».
 - Le journal le Mouton noir : refus de toute publicité « à caractère d'exclusion (ex. sexisme, racisme), haineux ou offensant ».
 - Radio-Canada : « ne pas reproduire les stéréotypes sexuels »; « ne pas retenir l'attention des auditoires en se servant des effets obtenus par l'équivoque ou par l'exploitation indue de la sexualité, de la nudité ou de la violence ».
- ◇ Ne pas confondre ce qui est sexiste, discriminatoire ou pornographique avec une utilisation justifiée de la nudité. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Élaborer un code d'éthique court, précis, accessible.
- ◇ Élaborer des codes d'éthique locaux et régionaux.
- ◇ Offrir un modèle de code tout prêt (par les CALACS, par exemple).
- ◇ Ne pas diffuser de publicité à caractère sexuel avant une certaine heure et l'interdire dans les chaînes pour enfants et adolescentEs.

Comment faire adopter un tel code?

- ◇ **Agir localement**
 - Même si plusieurs publicités sont réalisées au national et même dans d'autres pays, commencer par des actions locales, par les journaux locaux. (Plusieurs mentions.)
- ◇ **Sensibiliser le secteur des médias et des commerces à tous les niveaux**
 - Aller chercher des chiffres pour convaincre. L'exemple de Dove qui a permis de hausser les chiffres de vente parle de lui-même. (Plusieurs mentions.)
 - Rencontrer les chambres de commerces du milieu pour les informer et les sensibiliser sur les impacts de ces publicités. (Plusieurs mentions.)
 - Rencontrer des commerçants pour les sensibiliser. C'est plus difficile pour les commerçants de se doter d'un code d'éthique à cause de la pression du national. Il serait important de « toucher » aussi ceux qui vendent les produits.
 - Avoir une chargée de projet (au CALACS ou dans un Centre femmes) pour faire une tournée de sensibilisation pour l'adoption de codes d'éthique.
 - Agir auprès des agences publicitaires. Les publicités sont produites quelque part...
 - En discuter avec les directeurs et directrices d'information des postes régionaux.
 - Offrir une formation à celles et à ceux qui travaillent en publicité.
 - Inciter des médias et des commerces qui agissent différemment à interpellier leurs pairs.
 - Adresser aux commerçants et aux médias un petit journal afin de les sensibiliser, de les informer, de les alimenter et de leur rappeler le pourquoi de nos actions. (2 à 3 parutions par an)

- ✧ **Sensibiliser les consommateurs et les consommatrices en leur rappelant leur pouvoir** (Plusieurs mentions.)
 - Les consommateurs et consommatrices ont un pouvoir d'action. Il serait intéressant qu'il y ait des comités locaux d'action par MRC ou par municipalité pour dénoncer les publicités sexistes parce que le fardeau de dénoncer ne doit pas appartenir qu'à un seul organisme. (Plusieurs mentions.)
 - Sensibiliser la population à adopter des habitudes d'achat éthique. (Plusieurs mentions.)
 - Sensibilisation locale au pouvoir d'achat.

- ✧ **Se concerter**
 - Jumeler plusieurs secteurs dans cette lutte : jeunes, députéEs, intervenantEs, professionnels, etc. (Plusieurs mentions.)
 - S'assurer que toutes et tous, femmes et hommes, soient concernés par la cause.
 - Créer des comités locaux ou régionaux de vigilance où plusieurs secteurs seraient représentés pour faire adopter ces codes d'éthique.
 - Tous s'allier ensemble afin de sensibiliser les médias et les commerces concernant l'impact qu'ils ont sur les jeunes femmes/filles et garçons et quant aux perceptions tordues de l'image de la femme qu'ils projettent.
 - Profiter de l'implantation des politiques familiales dans les municipalités.
 - Faire des recommandations aux municipalités avant qu'un événement ait lieu dans une ville et faire une évaluation des publicités liées à ces événements.
 - Collaboration et partenariat des différents secteurs (SQ, médias, etc.) afin que chaque secteur fasse sa part.
 - Inclure les politicienNEs et les médias dans les actions.
 - Faire un site web ou un forum Internet sur l'hypersexualisation où l'on pourrait échanger sur les actions entreprises et être nourri par l'ensemble des actions. (Plusieurs mentions.)

- ✧ **Cibler certains secteurs.**
 - Il y a des types de commerces qui sollicitent plus massivement, par exemple, les compagnies de bière, tant dans les journaux locaux que dans les grands événements. Ces compagnies s'adressent plus aux hommes et exploitent les femmes. Les clientèles touchées par ces publicités sont de tous âges. Si on devait cibler un commerce, on devrait cibler les compagnies de bières.
 - Cibler les promoteurs d'événements spéciaux, les sensibiliser.
 - Communiquer avec les auteurs de téléseries qui eux aussi ont un impact dans la vie des gens par les contenus diffusés.
 - Intervenir sur l'enjeu des danses poteaux. Agir en écrivant, en dénonçant.

- ✧ **Dénoncer**
 - Inciter les citoyenNEs à se plaindre pour forcer l'adoption de codes d'éthique. Diffuser les numéros et endroits où l'on peut se plaindre. (Plusieurs mentions.)
 - Ne pas perdre de vue certaines émissions de télévision qui sont très pernicieuses. Il faut faire des pressions auprès du CRTC pour le respect de la dignité des femmes.
 - Signifier au CRTC notre désapprobation à propos d'émissions du type Loft Story.
 - Dénoncer les émissions comme Le banquier.
 - Avoir la possibilité de contester ces publicités avec, par exemple, un numéro sans frais à la fin de chaque publicité pour pouvoir la dénoncer si besoin est.
 - En parler, nous conscientiser nous-même. Ne pas encourager certains commerces. Poser des actions de boycottage. Être conséquentEs. (Plusieurs mentions.)
 - Boycott informatique.

2. Autres pistes d'action proposées pour les médias et commerces

- ✧ **Agir à plusieurs niveaux à la fois : lois nationales, codes d'éthiques, prix orange/prix citron, etc.**

- ✧ **Légiférer.**
 - Au niveau régional et local, un code d'éthique peut aller. Mais au niveau national, des lois pourraient encadrer les publicités. Ex. : Grand Prix. Un code d'éthique n'aurait pas assez de mordant, des lois seraient nécessaires. (Plusieurs mentions pour la législation.)
 - Légiférer sur les émissions de télévision comme sur la violence, avertir les auditeurs et les auditrices en inscrivant les informations pertinentes.

- ✧ **Faire pression pour que les lois soient appliquées.**
 - Il y a déjà des projets de loi au provincial. Faire des pressions pour leur application. Des publicités pourraient être réaménagées pour les rendre moins visibles.
- ✧ **Offrir une certification non-sexiste, la faire connaître du grand public.** (Plusieurs mentions.)
 - Décerner un prix orange-prix citron, organisé par les Tables de concertation de groupe de femmes et/ou des comités locaux d'action.
 - Mettre une grille avec une cote comme pour les films.
- ✧ **Encourager les publicités positives et d'autres modèles**
 - Présenter d'autres publicités plus réalistes.
 - Organiser un concours où les jeunes doivent créer une publicité saine.
 - Favoriser les contre-publicités avec des femmes normales.
 - Briser le mythe du corps parfait, de l'idolâtrie du corps.
 - Cesser de véhiculer que tout doit passer par la sexualité pour être «hot».
 - Encourager les médias et les commerces qui sont OK et n'utilisent pas ce type de publicité et acheter d'eux. Leur donner une raison (un incitatif) d'agir ainsi.
 - Travailler avec les publicitaires (ex : créer un concours de pubs non-sexistes).
 - Offrir aux jeunes des alternatives (images différentes).
 - Sensibiliser les jeunes à l'importance du premier regard porté sur l'autre : premier langage qui peut porter à interprétation.
 - Parodier les pubs sexistes et hypersexualisées.
- ✧ **Utiliser les tribunes publiques pour passer nos messages.** (Plusieurs mentions.)
 - Avoir un slogan et/ou un thème lié à la lutte contre l'hypersexualisation.
 - Trouver unE porte-parole qui ferait un message publicitaire de type « Assez, c'est assez » à la télé, à la radio, etc.
 - Monter des publicités-chocs lors d'émissions à fort taux d'écoute.
 - Monter des publicités du genre « alcool au volant ».

IMPLICATION DU SECTEUR MUNICIPAL

1. Piste d'action proposée par le CALACS de Rimouski :

Dans le but de diminuer les références à connotations sexuelles de notre espace visuel quotidien, ainsi que d'arrêter la banalisation de l'industrie du sexe, il est proposé :

Que chaque municipalité de la région du Bas-Saint-Laurent se dote d'un règlement concernant l'étalage et l'affichage d'imprimés ou d'objets à connotation sexuelle. Que ces municipalités se dotent aussi d'un règlement de zonage restrictif concernant l'établissement de commerces dont une partie ou la totalité des revenus provient d'activités à caractère sexuel. Que les municipalités voient à l'application de leurs règlements.

- Consensus général concernant cette proposition. Consensus aussi sur le fait que cette piste d'action ne vient toutefois qu'effleurer le problème beaucoup plus large de l'exploitation du corps des femmes.

Qui devrait s'assurer de la mise en place et du respect d'une telle réglementation?

- ✧ Le zonage et la réglementation sur l'affichage sont des choix politiques. Un appui au niveau provincial aiderait localement.
- ✧ Intégrer cette réglementation à la politique familiale en vigueur dans chaque municipalité et la mettre à jour régulièrement. (Plusieurs mentions.)
 - Réclamer un milieu exempt de sexisme. Quelle ambiance, quel milieu de vie veut-on dans notre ville, dans notre région?
- ✧ Créer dans chaque municipalité un groupe (comité) ayant comme mandat de rencontrer le conseil municipal afin de lui exposer la problématique et l'importance pour les municipalités de passer à l'action.

- ◇ Se concerter.
 - Offrir aux municipalités le support nécessaire à l'élaboration des réglementations.
 - En traiter dans les regroupements de municipalités (les MRC).
 - Sortir de Rimouski. Faire en sorte que les réglementations s'appliquent à la grandeur du territoire.
 - Effectuer le travail en concertation avec les MRC, les CLSC, les écoles.
 - S'allier des membres des conseils municipaux.
 - Travailler avec les femmes déjà en place au sein des instances décisionnelles.
 - Être supporté par les CALACS.
 - Impliquer les entreprises dans l'élaboration du règlement municipal.
 - La municipalité doit apporter son soutien aux organismes qui oeuvrent à dénoncer et acheter du temps d'antenne, des affiches, etc.

Moyens pour faire respecter ce type de réglementation

- ◇ **Agir comme des citoyennes et des citoyens responsables de leur environnement social et ne pas se percevoir seulement comme des consommatrices et des consommateurs.**
 - Créer des comités de vigilance. (Plusieurs mentions.)
 - Demeurer vigilantEs et dénoncer les infractions auprès de nos conseils municipaux. (Plusieurs mentions.)
 - Assister aux assemblées des conseils municipaux : poser des questions, expliquer les situations, faire des demandes précises pour l'application de la réglementation.
 - Que plusieurs groupes (Maison des femmes, garderies, etc.) assistent aux assemblées des conseils municipaux.
- ◇ **Se donner des moyens concrets pour que la réglementation soit appliquée.**
 - S'assurer que pour obtenir un permis pour un festival ou un événement, il soit nécessaire de s'engager à ne pas diffuser de publicité sexiste.
 - Imposer des amendes : exemple : première infraction \$; deuxième infraction \$\$; troisième infraction fermeture du commerce. (Plusieurs mentions.)
 - Ne pas renouveler les permis s'il y a eu des infractions dans les dossiers.
 - Fermer les bars de danseuses s'il y a eu des irrégularités.
 - Faire des pressions auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux qui délivre des permis.
 - Impliquer les policierEs municipaux pour l'application des règlements.
 - Assigner à unE employéE spécifique la tâche de faire respecter la réglementation (exemple : inspecteur municipal dans une petite municipalité ou responsable des parcomètres dans une plus grande ville).
- ◇ **Se mobiliser**
 - Faire pression : manifestation, présence aux conseils municipaux. (Plusieurs mentions.)
 - Présenter des mémoires, des avis; faire des pressions : groupes, organismes et citoyenNEs.
 - Faire pression en milieu municipal en utilisant des personnes qui connaissent le milieu et qui peuvent partager leur expertise.
 - Intervenir directement auprès des commerces. (clubs vidéos, dépanneurs, etc.)
 - Faire un enjeu de campagne de la réglementation municipale concernant le zonage et l'étalage.
 - Pour l'étalage : se présenter au conseil municipal. On rejoint ainsi la police et la ville. Il faut exiger l'application des règlements et bien expliquer pourquoi on est contre cet étalage et les conséquences pour les femmes de tous âges.
- ◇ **Dénoncer**
 - Faire paraître des encadrés dans les journaux locaux, des articles et/ou les noms des personnes responsables à contacter pour signaler la présence de publicités contrevenantes sur le territoire des municipalités. (Plusieurs mentions.)
 - Avoir le soutien d'un comité aviseur qui s'occuperait des plaintes. Le comité de coordination pourrait alors soutenir les gens qui portent plainte.
 - Les plaintes peuvent être déposées à l'Hôtel de ville.
 - Il ne faut pas de plainte pour que les policierEs surveillent l'alcool au volant. Si c'est dans son mandat, la police doit «faire sa job». Par contre, celle-ci doit mettre des priorités et n'a parfois pas assez d'effectifs. Les plaintes mettent de la pression sur les corps policiers qui peuvent alors en faire une priorité. Se rappeler aussi que c'est un problème de société et pas la responsabilité exclusive de la police.
 - Police de proximité : possibilité de faire des plaintes via la réglementation sur les nuisances : bruit, etc.

- ◇ **Sensibiliser**
 - Ne pas oublier l'aspect sensibilisation et conscientisation avant de passer à l'action.
 - Organiser une tournée de sensibilisation auprès des municipalités.
- ◇ **Valoriser les actions positives**
 - Faire une publicité aux municipalités qui adoptent des réglementations : « Bravo... »
 - Faire un palmarès des municipalités les plus respectueuses à chaque année, le diffuser (radio, TV, journaux, Internet).
- ◇ **S'inspirer de ce qui se fait ailleurs**
 - À Sept-îles, une action a empêché l'ouverture d'un bar.
 - En Abitibi, des municipalités ont choisi de ne pas renouveler des permis ou de ne pas en délivrer de nouveaux à des établissements liés à l'exploitation du corps des femmes.
 - À Madrid, on interdit que des mannequins trop jeunes ou trop maigres soient engagées par l'industrie de la mode.
 - En Argentine, pour prévenir l'anorexie, une loi oblige les boutiques à avoir des vêtements de toutes les tailles.
 - Des études montrent que la sexualité ne fait pas toujours mieux vendre.
- ◇ **Supporter les personnes qui veulent dénoncer et qui désirent se sortir de ces milieux**
 - Vouloir changer les bars d'endroit ne règle pas le problème. Il ne fait que renvoyer les prostituées ailleurs.
 - Offrir des services et des alternatives aux personnes qui sont prises dans l'engrenage des industries du sexe (comme à Madrid).

2. Autres pistes d'action proposées pour le secteur municipal

- ◇ **Sensibiliser**
 - Aller plus loin que les réglementations et leur application. Expliquer pourquoi nous voulons instaurer des réglementations municipales. (Plusieurs mentions.)
 - Questionner nos éluEs municipaux sur leur vision de l'hypersexualisation et/ou de la condition féminine au sens large.
 - Faire une campagne de lutte contre la traite des femmes (comme en Europe).
- ◇ **Encourager les actions positives**
 - Faire un concours avec des prix pour les publicités non-sexistes. (Plusieurs mentions.)
 - Concevoir une affichette pour les tabagies et les dépanneurs, « Ici on respecte la réglementation sur l'étalage d'imprimés. » et inciter la population à aller acheter à ces endroits.
- ◇ **Prévenir**
 - Initier des campagnes de publicité auprès des jeunes avec les Commissions scolaires en lien avec les municipalités.
 - Initier des actions de sensibilisation auprès des jeunes dans des maisons de jeunes avec des sexologues.
 - Sensibiliser les moniteurs et monitrices de terrains de jeux, de camps de vacances, etc.
 - Sensibiliser les réseaux de bibliothèques aux contenus à caractère sexuel de certaines revues et magazines destinés aux jeunes.
 - Proposer des films comme « Ma fille, mon ange » durant la semaine québécoise de la famille, ou d'autres activités de sensibilisation à l'hypersexualisation.
- ◇ **Légiférer et appliquer les lois.**
 - Le gouvernement devrait avoir un droit de régie sur toutes les publicités.
 - Faire des lois sur l'affichage à l'échelle du Québec (comme pour la loi 101).
 - Implication des éluEs au niveau provincial.
- ◇ **Agir**
 - Agir, intervenir et dénoncer les bars qui diffusent et/ou exploitent le corps des femmes. Faire de la prévention auprès de ceux-ci.
 - Proposer aux entreprises l'adoption de politiques anti-porno et/ou l'utilisation de publicités non-sexistes.
 - Apposer des autocollants dénonçant les publicités sexistes sur les produits.
 - Fermer les bars de danseuses.

IMPLICATION DU SECTEUR DE LA SANTÉ

1. Piste d'action proposée lors du forum par le CALACS de Rimouski :

Dans le but de sensibiliser et d'outiller les parents, les intervenantES de différents milieux et la population en général, il est proposé :

Qu'une campagne de sensibilisation sur l'hypersexualisation, la sexualisation précoce et les agressions sexuelles et leurs impacts sur la santé soit organisée pour le grand public et les organismes concernés du Bas-Saint-Laurent

➤ Consensus général concernant la nécessité d'une campagne de sensibilisation. Débat toutefois sur la faisabilité d'une telle campagne tant au niveau local que national.

Une telle campagne est-elle souhaitable?

- ◇ Oui, il faut conscientiser la population en général.
- ◇ Oui, si c'est une campagne de sensibilisation régionale et nationale qui rejoindrait les parents, les commerçants, la population en général et les jeunes à long terme. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Une campagne de sensibilisation régionale n'a pas la même portée qu'une campagne nationale qui pourrait être orchestrée par le Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS). Il faut qu'il y ait des gestes posés au niveau national afin d'avoir une incidence au niveau régional et local. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Cette campagne doit viser les attitudes et les comportements. Cela prend du temps, d'où l'importance d'une campagne à long terme. Il faut que les Commissions scolaires en soient parties prenantes et s'engagent à faire circuler l'information vers les enseignantEs, les conseils d'établissement, etc. Il ne faut pas juste en parler à travers les médias. Il faut répéter, répéter et répéter. Il faudrait miser sur une campagne non limitée dans le temps.
- ◇ Deux campagnes pourraient se tenir : une régionale et une nationale.
- ◇ La prévention est un moyen de rejoindre les parents.
- ◇ Les régions plus avancées (qui bougent) pourraient aider les autres.

Qui devrait initier une telle campagne?

- ◇ CALACS. (Plusieurs mentions.)
- ◇ L'Agence de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent. (Plusieurs mentions.)
- ◇ CLSC. (Plusieurs mentions.) Les cliniques de planning des naissances, les CLSC peuvent rejoindre les jeunes dans les écoles.
- ◇ Les trois organismes mentionnés plus haut en partenariat. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Centres de femmes. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Collaboration du Réseau communautaire. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Il y a déjà des tables en place dans les MRC du Bas-Saint-Laurent : tables COSMOSS (Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé, Scolarisé et en Santé)--qui semble un bon endroit pour intervenir mais il faudrait faire pression pour du financement-- tables en santé mentale, table de concertation des groupes de femmes.
- ◇ L'avis sur la sexualisation précoce des filles et ses impacts sur leur santé produit par le Comité aviseur sur les conditions de vie des femmes pourrait être inclus dans les plans d'action des différentes tables.
- ◇ Les tables COSMOSS pourraient être un endroit de diffusion local de la campagne.
- ◇ Une table sectorielle de la santé composée des différents secteurs pourrait être formée pour mettre en place une campagne de sensibilisation du style de celle de l'alcool au volant.
- ◇ Collaboration des Projet locaux d'action (PAL) contre la violence faite aux femmes.
- ◇ Regroupement des maisons de jeunes du Québec, puisque les maisons de jeunes font déjà un gros travail sur l'estime de soi et sur l'hypersexualisation chez les jeunes de 12 à 17 ans.
- ◇ Collaboration du Comité aviseur en santé des femmes de la Table de concertation des groupes de femmes du Bas St-Laurent.
- ◇ Collaboration d'organismes masculin (par exemple Contre toute agression conjugale --CTAC) pour leur opinion et parce qu'ils sont concernés. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Comité de parents.
- ◇ Commission scolaire.
- ◇ Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC).
- ◇ Sûreté du Québec.

- ◇ EmployéEs de la ville et chargéEs de projet spécifique.
- ◇ Groupe de médecins et infirmierEs, bien placéEs pour parler de l'impact sur la santé.
- ◇ Collaboration de Tel-Jeunes, associée d'un porte-parole.
- ◇ Collaboration des médias.
- ◇ Association avec le Réseau québécois d'action pour santé des femmes (RQASF) qui possède déjà l'expertise.
- ◇ La campagne concerne tout le monde, pas seulement les groupes de femmes, mais les secteurs scolaires, municipal, jeunesse, santé et autres.
- ◇ L'organisme Mouvement d'aide et d'informations SIDA-Bas-Saint-Laurent (MAINS BSL).
- ◇ Que chaque organisme commence déjà à sensibiliser sa propre clientèle.

Qui devrait financer une telle campagne?

- ◇ Le gouvernement du Québec comme pour la campagne de sensibilisation « T'as juste une vie.com »
- ◇ Le ministère de la santé. (Plusieurs mentions : en totalité ou en partenariat.)
- ◇ Le ministère de la justice (Plusieurs mentions.)
- ◇ Le ministère de l'éducation, du loisir et du sport. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Le secteur scolaire.
- ◇ Le conseil du statut de la femme.
- ◇ L'Agence de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Les municipalités régionales de comté (MRC).
- ◇ Les municipalités.
- ◇ Le gouvernement fédéral.
- ◇ Le secrétariat à la Jeunesse.
- ◇ Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).
- ◇ Les Fondations. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Collaboration des entreprises privées. Dove citée comme exemple positif. (Plusieurs mentions.)
- ◇ Collaboration d'individus.
- ◇ Organismes communautaires et sportifs.
- ◇ Exiger que 15% du budget des médias soit dépensé pour la sensibilisation aux impacts de l'hypersexualisation sur la santé.
- ◇ Taxer les tenanciers de bar de danseuses.

Quelles formes pourraient prendre une telle campagne de sensibilisation?

- ◇ **Comment? Quel type d'intervention?**
 - S'inspirer de campagnes de sensibilisation et d'information qui ont déjà été effectuées dans la région du Bas-Saint-Laurent comme celle concernant les drogues du viol.
 - Outils originaux et accrocheurs.
 - Campagne positive dans les messages véhiculés.
 - Soirées d'information, conférences grand public. (Plusieurs mentions.)
 - Conférences régionales sur les impacts et capsules télé sur les contenus de ces conférences.
 - Débats sur le sujet en région (écoles secondaires, Cégep et universités).
 - Rencontres de sensibilisation.
 - Rencontres d'ados, de parents, de la population.
 - Guide d'animation et de sensibilisation pour la population.
 - Utiliser les médias (Plusieurs mentions.)
 - Film, tournée de sensibilisation.
 - Vidéo-chocs. (Plusieurs mentions.)
 - Capsules télé.
 - Émissions de télé (comme à canal Vie).
 - Contre-image.
 - Utiliser l'humour.
 - Publicités et sondages.
 - Porte-paroles jeunes, « utiliser » les jeunes eux-mêmes. (Plusieurs mentions.)
 - Sites Internet, sites web dynamiques, liens avec d'autres sites pour les jeunes; utiliser l'informatique. (Plusieurs mentions.)
 - Ateliers sur l'image corporelle et sur l'estime de soi. On pourrait utiliser des programmes qui traitent de l'estime de soi et ainsi pouvoir aborder l'hypersexualisation. (Plusieurs mentions.)
 - Mises en situation.
 - Affiches, dépliants. (Plusieurs mentions.)
 - Articles.

- Distribution dans chaque foyer d'un dépliant de sensibilisation sur l'hypersexualisation, la sexualisation précoce et les agressions sexuelles.
- Distribution de tracts d'information dans les librairies, clubs vidéos, salons de beauté, boutiques, etc.
- Objet promotionnel; « slogan » servant à rappeler la beauté des femmes et en faire la distribution auprès du grand public (dans le genre du tube à lèvres contre la violence).
- Kiosques aux différents salons de la famille, de la santé, des loisirs, etc.

✧ **Qui? Quelles personnes rejoindre?**

- Sensibilisation des parents et des intervenantEs qui travaillent auprès des jeunes.
- Les 12 et 13 ans devraient être ciblés de même que les parents. Il faudrait aussi rejoindre les jeunes adultes (23 ans et plus) : ce sont des consommateurs. Rejoindre aussi l'ensemble de la population qui achète des magazines.
- Campagne sur le même thème pour les enfants. Utiliser le théâtre de marionnettes.
- Matériel promotionnel distribué dans les maisons de jeunes et programme de prévention en milieu scolaire.

✧ **Quoi? Quels messages diffuser?**

- Témoignages, histoires vécues. (Plusieurs mentions.)
- Sensibiliser à l'impact du modèle pornographique sur la sexualité : ce qu'on voit dans la pornographie, ce sont des rôles valorisés d'hommes machos ayant du pouvoir sur les femmes versus ce qu'on veut comme rapports hommes-femmes dans la réalité.
- Valoriser les compétences des jeunes, soit au niveau sportif, culturel et académique plutôt que leur apparence.
- Valoriser chez les jeunes l'implication humanitaire, l'investissement dans des causes sociales.
- Modèles de femmes du milieu.
- Impacts sur les rapports hommes/femmes.
- Critique des images véhiculées.
- Déconstruction du discours « pro-liberté » sexuelle.
- Publication dans les journaux locaux d'une colonne de sensibilisation avec référence à des sites Internet (comme l'outil du Y des femmes).
- Commenter des interactions parents-enfants dans diverses mises en situation en lien avec l'hypersexualisation.
- Étude d'impact évaluant les liens entre les phénomènes traités au forum.
- Statistiques chocs.
- Interpeller Santé-Canada : utiliser leurs statistiques, contacter les chercheurEs qui pourraient confirmer avec leurs données les impacts de l'hypersexualisation sur la santé.
- Outiller les différentEs intervenantES; utiliser un langage qui ne banalise pas la sexualité; arrêter de cacher et de banaliser les faits.
- Collaboration des secteurs de la santé et de l'éducation pour offrir une véritable éducation à la sexualité aux jeunes. Vigie.
- Il existe déjà des outils et plusieurs sont déjà utilisés. Des outils déjà existants pourraient aussi être améliorés.

2. Autres pistes d'action proposées pour le secteur de la santé

✧ **Rôle du CALACS de Rimouski**

- Que le CALACS de Rimouski soutienne les différentes personnes et organisations qui voudraient agir localement contre l'hypersexualisation et la sexualisation précoce en produisant et diffusant un outil pour intervenir localement sur ces enjeux et, au besoin, oriente ces personnes et organismes vers les ressources, personnes ou documents appropriés pour les soutenir dans leurs interventions. (Plusieurs mentions.)
- Mettre sur pied un comité pour instaurer une campagne à long terme. Le CALACS pourrait-il chapeauter ce comité et voir aux actions des suites du forum?
- Donner un meilleur financement aux CALACS afin qu'ils puissent aller dans les divers organismes.

✧ **Code vestimentaire**

- Que les organismes jeunesse exigent une réglementation sur la tenue vestimentaire.
- Que l'ensemble des organismes publics et parapublics aient un code d'éthique sur la tenue vestimentaire des employéEs.

✧ **Secteur scolaire**

- S'assurer que l'école a les moyens de faire l'éducation à la sexualité. Il faudrait une ressource par école et cibler les niveaux secondaire 1 et 2. (Rappelons que la région a le plus bas taux de grossesses à l'adolescence parce que les infirmières font du bon travail dans les écoles.)
- Offrir un support aux écoles. Avec le renouveau pédagogique, les professeurEs demandent l'aide des médecins pour parler des drogues du viol ou de l'hypersexualisation.
- Implanter au secondaire des cours d'autodéfense et des groupes de discussion.
- Implanter le programme « Bien dans sa tête, bien dans sa peau » dans les écoles. (Programme offert par l'Agence de santé et services sociaux).
- Un partenariat avec l'Agence qui irait dans les écoles (incluant le niveau professionnel et les niveaux secondaires 1 et 2). En partenariat avec les commissions scolaires, s'arrimer à des professeurEs et à une matière (porte d'entrée).
- Rendre l'éducation sexuelle cohérente : l'éducation sexuelle à l'école est selon la volonté du personnel enseignant ; certainEs sont bien informés, d'autres non.

✧ **Concertation**

- Table de concertation dans chaque Municipalité régionale de comté.
- Qu'un groupe de surveillance soit mis sur pied

✧ **Autres**

- Que des sondages dans la population soient effectués pour évaluer la perception de la population sur les impacts de l'hypersexualisation sur la santé.

IMPLICATION DU SECTEUR SCOLAIRE

1. Piste d'action proposée par le CALACS de Rimouski :

Dans le but de mettre sur pied des actions de prévention et de sensibilisation dans les écoles concernant l'hypersexualisation, la sexualisation précoce et les agressions sexuelles, en impliquant des partenaires, mais aussi et surtout les jeunes et les parents, il est proposé de :

Favoriser la création dans les écoles des différentes Municipalités régionales de comté du Bas-Saint-Laurent, des comités locaux d'action contre l'hypersexualisation, la sexualisation précoce et les agressions sexuelles composés d'étudiantEs, de parents, de professeurEs et d'intervenantEs scolaire

➤ Intérêt général concernant la mise sur pied de comités d'action dans les écoles mais questionnement concernant la faisabilité et les disponibilités nécessaires pour mettre sur pied de tels comités.

Sur la pertinence de mettre sur pied des comités locaux d'action dans les écoles ...

✧ **À propos de ces comités**

- Ce type de comité serait très bénéfique pour les jeunes et les parents qui pourraient être sensibilisés et sensibiliser à leur tour.
- Il n'y a pas mieux que les jeunes pour s'adresser significativement aux autres jeunes. (Plusieurs mentions.)
- Être rapidement dans l'action et favoriser l'implication des jeunes.
- Lancer une invitation « at large » à chaque année dans les écoles pour mettre sur pied les comités. Fixer un nombre minimal de participantEs. Se donner un mandat clair à chaque année, par exemple, monter une activité de prévention, utiliser un thème principal comme l'hypersexualisation et les agressions sexuelles.
- Susciter l'engagement des gars afin que ce ne soit pas que l'affaire des filles. Miser sur l'implication masculine à tous les niveaux ainsi qu'au sein des comités de façon à ce que les messages passent d'homme à homme aussi.
- Comités intéressants mais on doit y penser dès le primaire. (Plusieurs mentions.)
- Il faudrait aussi élargir au niveau du cégep et travailler sur l'importance du décodage vestimentaire.
- Plusieurs petits comités restreints.

- Comités formés par la distribution de mémos d'information parents-élèves sur les besoins et fonctions de ces comités.
- Mettre en place trois comités distincts : jeunes, parents et intervenantEs et joindre unE représentantE de chaque comité pour un comité plus global. Façon de faire qui permet de s'exprimer plus librement.
- Lancer un concours dans chaque école des différentes Municipalités régionales de comté afin de former les comités.
- Importance du caractère volontaire de ces comités et importance de disposer des outils nécessaires. Volontariat responsable.
- Dans une école, il y a déjà un comité de travail sur l'hypersexualisation qui a adopté un code vestimentaire. Il est important que les élèves y soient.
- La piste d'action est intéressante mais trop limitative, il ne faut pas seulement informer mais faire une démarche plus large de réflexion, d'éducation et de critique des valeurs reliées à l'hypersexualisation.

✧ **Concertation et soutien aux comités**

- Ce serait bien d'avoir le soutien du ministère.
- Importance du soutien des Commissions scolaires qui feraient de la création de ces comités une priorité.
- Oui à la création de comités mais avec les directions qui seraient impliquées. S'allier les directions et des ressources extérieures qui pourraient soutenir les comités.
- Importance d'être en lien avec d'autres secteurs : les enseignantEs ne sont pas à l'aise avec le sujet.
- Les CALACS pourraient transférer leur expertise aux institutions.
- Proposition que les CALACS soient sur ces comités.
- Le communautaire devrait être plus présent dans les écoles.
- Impliquer aussi les infirmières.
- Importance d'avoir un type d'action dans les écoles mais que l'on donne la main au milieu communautaire.
- Nous ne devrions pas nous restreindre au milieu scolaire puisque les enfants ne sont pas qu'à l'école...
- Trouver du financement pour soutenir ces comités.
- Trouver une façon pour aider les intervenantEs à participer à ces comités car elles et ils couvrent souvent plusieurs écoles.

✧ **Se servir de comités qui existent déjà**

- Aborder la problématique dans les comités existant déjà dans les écoles : comités « École en santé »; conseils d'établissement, conseil étudiant, etc.
- Les conseils d'établissement pourraient appuyer la lutte à l'hypersexualisation comme priorité d'action de l'école.
- Les tables locales du Ministère de l'éducation et du Ministère de la santé, les comités Écoles en santé ou les comités de projet éducatif peuvent être des endroits privilégiés pour faire avancer ce dossier.
- Utiliser les réseaux qui sont déjà en place.
- Il faudrait réfléchir et agir sur ces phénomènes dans des comités déjà en place, car il y a trop de comités, trop de choses à regarder et ce sont toujours les mêmes intervenantEs et jeunes qui s'impliquent. Exemple de comité : comité d'entraide formé de jeunes.
- Dans la Vallée, il y a déjà une table COSMOSS (0-30 ans) et des sous-comités qui travaillent au primaire.

2. Autres pistes d'action (à être réalisées ou non par les comités locaux d'action)

✧ **Aborder la question dans l'ensemble du milieu scolaire**

- Demander à ce que la question de l'hypersexualisation et de ses implications soit discutée à la table des directions dans les commissions scolaires.
- Rencontrer les directions d'école, les intervenantEs responsables des dossiers.
- Transmettre l'information sur les revues ou autres produits aux Commissions scolaires pour les sensibiliser.
- Favoriser une enquête auprès de l'ensemble du milieu scolaire afin d'aller chercher les questionnements et les besoins.
- Offrir aux jeunes des services concernant la sexualité et assurer la continuité de ces services au départ des jeunes de l'école. Elles et ils sauraient alors où s'adresser.
- Impliquer tout le monde.

◇ **Cours, éducation des jeunes**

- Instaurer des cours sur la sexualité. (Plusieurs mentions.)
- Que la rédaction de l'examen d'écriture de fin d'année des étudiantEs de 4^e secondaire soit sur le thème de l'hypersexualisation.
- Viser une véritable éducation des jeunes et ne pas parler «juste une fois par année» de sexisme ou d'éducation sexuelle.
- Éduquer et sensibiliser davantage.
- Agir tôt : petite enfance, primaire.
- Intégrer le niveau primaire.
- Sensibiliser aux niveaux primaire et secondaire par le programme « École en santé ».
- Développer l'esprit critique des jeunes. Les amener à réfléchir sur l'image des femmes projetée dans la publicité et les différents médias, sur les rôles attribués aux hommes et aux femmes dans la société. (Plusieurs mentions.)
- En tant qu'adulte, assumer la responsabilité de travailler sur l'estime de soi de nos jeunes. Les guider, filles et garçons, vers l'autonomie affective et une image de soi positive basée sur la confiance en ses capacités plutôt que sur l'apparence et l'approbation des autres.
- Dans le cadre de l'implantation de la réforme, s'assurer que des gens prennent en main la responsabilité de l'éducation sexuelle.
- Élargir les discours dans les cours : parler d'amour, d'affection, d'égalité dans les rapports hommes/femmes. Viser une prise de conscience de soi et de l'autre en tant que sujet de désir et de plaisir et non en tant qu'objet.
- Remettre en place les cours de Formation personnelle et sociale (FPS) mis à jour. (Plusieurs mentions.) Pour d'autres, la disparition des cours de FPS est un faux problème car il y avait seulement six heures de temps réservé à l'éducation à la sexualité dans ces cours.
- Faire pression auprès du Ministère de l'Éducation pour démontrer l'importance de sensibiliser les jeunes à l'hypersexualisation et que cela fasse partie du programme « École en santé ».
- Créer l'obligation de discussions sur l'hypersexualisation dans le contenu des cours.
- Ne pas intervenir directement contre l'hypersexualisation mais plutôt sur l'éducation à la sexualité.
- Recadrer le discours sur la beauté, sur l'aspect physique, sur la sexualité, sur les relations amoureuses.
- Dans les cours de morale, parler de condition féminine.
- Se servir des magazines, de la télé, des vidéo-clips pour faire de l'éducation aux médias, de l'éducation aux stéréotypes, de l'éducation à la sexualité et de l'éducation à la consommation responsable.
- Implanter dans les écoles le programme scolaire « Bien dans sa tête, bien dans sa peau » offert par ÉquiLibre, un groupe d'action sur le poids.
- Utiliser les techniques d'impact de Danie Beaulieu.
- Il faut intervenir tôt et outiller les jeunes pour qu'elles et ils puissent devenir des pairs aidants.

◇ **Rôle des adultes, formation**

- Comme adultes, être nous-même des modèles, arrêter de banaliser l'importance mise sur l'apparence et la sexualité.
- Offrir une formation formelle aux parents, enseignantEs, intervenantEs et autres pour les outiller sur la façon de parler de sexualité en général et d'hypersexualisation en particulier (Plusieurs mentions.)
- Former des intervenantEs dans les écoles qui, ensuite, pourraient former les jeunes.
- Formation des parents en soirée par le biais de rencontres d'information.
- Renforcer les compétences parentales. Comme parents, donner à nos jeunes «des racines et des ailes».
- Continuer les formations des intervenantEs scolaires et du milieu de la santé sur l'éducation à la sexualité dans le cadre du renouveau pédagogique.
- La formation initiale des enseignantes et des enseignants devrait les rendre aptes à aborder les questions du sexisme et de l'éducation sexuelle.

◇ **Animation**

- Impliquer les jeunes : leur analyse, leurs idées, leur créativité.
- Susciter des questionnements, apporter des pistes de réflexion, indiquer aux jeunes des repères et des limites.
- S'inspirer d'actions mises sur pied avec les jeunes pour lutter contre l'hypersexualisation :
 - Les élèves du Collège Mont-Notre-Dame de Sherbrooke ont lancé une campagne pour dénoncer l'exploitation du corps des femmes dans les médias et ont banni certains magazines pour jeunes filles de leur école (Automne 2006).
 - Un débat sur l'hypersexualisation a eu lieu au cégep de Rimouski (Automne 2006).
 - Vingt-cinq adolescentes de la Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville, à Montréal, ont lancé le magazine Authentik (Hiver 2007).

- Monter un répertoire d'actions à entreprendre dans les écoles.
- Offrir des cafés-rencontres sur les heures du midi, par exemple avec le CALACS.
- Animation de débats dans les écoles sur ces thèmes. (Plusieurs mentions.)
- Animer des cafés-rencontres philosophiques inter-générationnels.
- Cours et conférences donnés par des professionnels; que les écoles assurent un suivi.
- Témoignages en conférence de gens connus des jeunes.
- Moyens sporadiques plutôt que temps plein. Exemple : Semaine thématique sur les publicités sexistes ou hypersexualisées.
- Type d'intervention : célébrer la Journée internationale des femmes.
- Colloque étudiant.
- Aborder le sujet au Congrès étudiant, dans les associations étudiantes.
- Importance d'impliquer les jeunes, pourquoi ne pas faire un forum comme celui-ci dans les écoles.
- Groupes d'engagement sur l'hypersexualisation.
- Brigade dans les quartiers environnant l'école. Escouades de jeunes.
- Programmes de sentinelles.
- Comités vigies.
- Dénonciation des produits et/ou des publicités des commerces.
- Offrir d'autres modèles.
- Prévention par les pairs.
- Mini-formation pour les élèves intéressés.
- Capsules sur l'hypersexualisation; ateliers sur l'estime de soi, l'image corporelle, la violence dans les relations amoureuses.
- Formation Antidote dans les écoles.
- Programme de vigilance à l'utilisation des ordinateurs dans les écoles.
- Mises en situation de jeunes hypersexualisés.
- Approuver les revues et objets dans les écoles par une mention « Sexacceptable ».
- Obtenir du financement pour engager quelqu'unE qui soit responsable d'un projet afin d'implanter le tout.

✧ **Mode vestimentaire**

- Offrir une formation sur le décodage de la mode vestimentaire, apprendre aux jeunes à considérer la portée érotique reliée au vêtement.
- Expliquer le côté néfaste de tels habillements et appliquer des codes vestimentaires. (Plusieurs mentions.)

✧ **Journaux et radio scolaires**

- Journal étudiant. (Plusieurs mentions.)
- Dans le journal de l'école, avoir une journaliste en condition féminine.
- Radio étudiante.

✧ **Art et théâtre**

- Pièce de théâtre collective et engagée. Faire du théâtre d'intervention dans les lieux de rencontres des jeunes. Théâtre d'improvisation. Engager le théâtre Parminou. (Plusieurs mentions du théâtre comme outil.)
- Se servir des arts et du théâtre par les jeunes et pour les jeunes.(Plusieurs mentions.)
- Organiser un spectacle COOL du genre « La sexualisation, c'est bon avec modération ».

✧ **Autres moyens de communication**

- Matériel de sensibilisation : affiches, ateliers, vidéos, etc.
- Feuillet qui s'adresse aux parents. (Plusieurs mentions.)
- Affiches-chocs.(Plusieurs mentions.)
- Vidéos qui proposent de nouveaux modèles.
- Vidéo pour interroger les gens sur le phénomène.
- Site Internet pour diffuser l'information entre les partenaires et la population.
- Diffusion d'un guide.
- Abonnement des écoles à la revue Authentik (de la Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville)